



La Banque Scotia affiche des résultats records

Chiffres clés du trimestre par rapport à la même période il y a un an :

- Revenu net de 786 millions de dollars contre 596 millions de dollars, une hausse de 32 %
- Bénéfice par action (dilué) de 0,75 \$ contre 0,56 \$¹⁾
- Rendement des capitaux propres de 21,8 % contre 17,2 %
- Coefficient du capital de catégorie 1 de 11,2 % contre 10,3 %

Dividende trimestriel haussé de 5 cents pour atteindre 30 cents par action ordinaire

Toronto, le 1^{er} juin 2004 – La Banque a enregistré des résultats records au deuxième trimestre de 2004 avec un revenu net de 786 millions de dollars. Le bénéfice par action (dilué) s'est établi à 0,75 \$, en hausse par rapport à 0,56 \$ au deuxième trimestre de 2003. Le rendement des capitaux propres a affiché un solide 21,8 %. Les résultats du trimestre comprennent un gain de 125 millions de dollars (81 millions de dollars après impôt, ou 8 cents par action) provenant de la vente d'une partie des avoirs de la Banque investis dans la Shinsei Bank au Japon.

« Ce trimestre, nous avons tiré profit de notre stratégie visant à maintenir une plate-forme de croissance diversifiée, nos trois secteurs d'activité ayant contribué de façon importante à nos résultats, a déclaré Rick Waugh, président et chef de la direction. Parallèlement aux gains importants réalisés grâce aux valeurs détenues aux fins de placement, le volume des prêts hypothécaires et notre part de marché au Canada ont connu une croissance, tout comme le courtage de détail et les services de banque d'investissement. Nos opérations internationales ont également obtenu de bons résultats, notamment au Mexique et dans les Antilles.

« En comparaison avec le deuxième trimestre de 2003, nous constatons une

réduction importante des créances irrécouvrables et des prêts douteux. Cette situation favorable du crédit s'explique par la reprise économique à laquelle nous avons assisté en Amérique du Nord.

« La situation du capital de la Banque demeure très solide, ce qui nous permet d'augmenter à 30 cents le dividende trimestriel payable aux actionnaires, soit une hausse de 36 % d'une année sur l'autre. Il s'agit d'une augmentation du dividende pour la douzième année de suite. Le coefficient du capital de catégorie 1 de la Banque a augmenté de manière importante pour s'établir à 11,2 %, alors que le coefficient du capital-actions corporel ordinaire de 9,4 % demeure plus élevé que celui de toute autre grande banque canadienne. La force de la situation de notre capital ouvre toutes les portes à une croissance future et fait en sorte que nous pouvons continuer d'accroître le rendement pour les actionnaires. »

Pour la période de six mois terminée le 30 avril 2004, le revenu net s'est établi à 1 490 millions de dollars contre 1 191 millions de dollars à la même période l'an dernier, soit une augmentation de 25 %. Le bénéfice par action (dilué) a été de 1,42 \$ par rapport à 1,11 \$ et le rendement des capitaux propres a été de 20,6 % par rapport à 16,9 %.

Résultats cumulatifs par rapport à nos objectifs pour 2004 :

1. OBJECTIF : Afficher un rendement des capitaux propres (RCP) de 16 % à 19 %. Au cours des six premiers mois, la Banque a obtenu un RCP de 20,6 %.
2. OBJECTIF : Générer une croissance du bénéfice par action ordinaire de 10 % à 15 % par an. La croissance d'une année sur l'autre a été de 28 %.
3. OBJECTIF : Maintenir un ratio de productivité inférieur à 58 %. La performance de la Banque a été de 54,3 %, l'une des meilleures du secteur financier.
4. OBJECTIF : Maintenir de solides coefficients de capital. À 11,2 %, le coefficient du capital de catégorie 1 demeure parmi les plus élevés des banques canadiennes et solide selon les normes internationales.

1) Rajusté en fonction du dividende en actions du mois d'avril 2004. Voir la note 2 à la page 2.

Données financières

	Aux dates indiquées et pour les trimestres terminés à ces dates			Pour la période de six mois terminée le	
	30 avril 2004	31 janvier 2004	30 avril 2003	30 avril 2004	30 avril 2003
<i>(Non vérifié)</i>					
Résultats d'exploitation <i>(en millions de dollars)</i>					
Revenu d'intérêts net (BMEF ¹⁾)	1 558	1 548	1 603	3 106	3 214
Revenu total (BMEF ¹⁾)	2 807	2 588	2 568	5 395	5 213
Provision pour créances irrécouvrables	130	170	248	300	573
Frais autres que d'intérêts	1 523	1 406	1 429	2 929	2 784
Provision pour impôts sur le revenu (BMEF ¹⁾)	313	251	225	564	521
Revenu net	786	704	596	1 490	1 191
Revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires	780	684	572	1 464	1 140
Rendement de l'exploitation					
Bénéfice de base par action ²⁾ <i>(en dollars)</i>	0,77	0,68	0,57	1,45	1,13
Bénéfice dilué par action ²⁾ <i>(en dollars)</i>	0,75	0,67	0,56	1,42	1,11
Rendement des capitaux propres <i>(en pourcentage)</i>	21,8	19,4	17,2	20,6	16,9
Ratio de productivité <i>(en pourcentage)</i> (BMEF ¹⁾)	54,3	54,3	55,6	54,3	53,4
Marge nette sur intérêts sur le total de l'actif moyen <i>(en pourcentage)</i> (BMEF ¹⁾)	2,21	2,18	2,25	2,20	2,21
Données du bilan <i>(en millions de dollars)</i>					
Liquidités et valeurs mobilières	81 273	81 578	77 275		
Prêts et acceptations	179 887	175 680	189 182		
Total de l'actif	283 634	281 451	291 700		
Dépôts	197 641	191 800	189 218		
Actions privilégiées	550	550	800		
Avoir des porteurs d'actions ordinaires	14 857	14 209	13 603		
Biens sous administration	162 274	167 714	154 884		
Biens sous gestion	20 929	20 497	19 640		
Mesures du capital					
Coefficient du capital de catégorie 1 <i>(en pourcentage)</i>	11,2	10,9	10,3		
Coefficient du capital total <i>(en pourcentage)</i>	13,6	13,4	12,7		
Coefficient du capital-actions corporel ordinaire à l'actif rajusté en fonction du risque ³⁾ <i>(en pourcentage)</i>	9,4	9,2	8,4		
Actif pondéré en fonction du risque <i>(en millions de dollars)</i>	155 679	153 479	159 106		
Qualité du crédit					
Montant net des prêts douteux après provision générale ⁴⁾ <i>(en millions de dollars)</i>	(104)	12	378		
Provision générale pour créances irrécouvrables <i>(en millions de dollars)</i>	1 475	1 475	1 475		
Montant net des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations ⁴⁾	(0,06)	0,01	0,20		
Provision spécifique pour créances irrécouvrables en pourcentage de l'encours moyen des prêts et acceptations	0,30	0,38	0,53	0,34	0,60
Données sur les actions ordinaires					
Par action ²⁾ <i>(en dollars)</i>					
Haut	37,45	34,24	27,90	37,45	27,90
Bas	33,38	31,08	24,84	31,08	22,28
Clôture	35,15	33,75	27,90		
Actions en circulation ²⁾ <i>(en millions)</i>					
Moyenne (de base)	1 011	1 011	1 007	1 011	1 008
Moyenne (diluée)	1 028	1 027	1 023	1 028	1 024
Fin de la période	1 009	1 011 ⁵⁾	1 008		
Dividendes par action ²⁾ <i>(en dollars)</i>	0,25	0,25	0,20	0,50	0,40
Rendement des actions <i>(en pourcentage)</i>	2,8	3,1	3,0	2,9	3,2
Ratio de distribution ⁶⁾ <i>(en pourcentage)</i>	32,4	37,0	35,2	34,5	35,4
Capitalisation boursière <i>(en millions de dollars)</i>					
Valeur comptable par action ²⁾ <i>(en dollars)</i>	14,73	14,05	13,50		
Ratio de la valeur marchande à la valeur comptable	2,4	2,4	2,1		
Ratio cours-bénéfice (quatre derniers trimestres)	13,0	13,5	12,6		
Autres données					
Employés	44 294	44 304	43 772		
Succursales et bureaux	1 869	1 875	1 846		

Certains chiffres présentés à titre de comparaison ont été reclassés pour correspondre à la présentation de l'exercice en cours.

- 1) Pour le rajustement de la mesure PCGR en base de mise en équivalence fiscale (BMEF), voir ci-après les notes 2 et 3 à la page 10.
- 2) Les montants ont été rajustés rétroactivement pour tenir compte du dividende en actions versé le 28 avril 2004 et équivalant à une action ordinaire pour chaque action ordinaire émise et en circulation. Le dividende en actions a eu le même effet qu'un fractionnement à raison de deux actions pour une.
- 3) Représente l'avoir des porteurs d'actions ordinaires et la part des actionnaires sans contrôle dans le capital-actions ordinaire des filiales moins l'écart d'acquisition et les autres actifs incorporels en pourcentage de l'actif rajusté en fonction du risque.
- 4) Le montant net des prêts douteux correspond au montant des prêts douteux moins la provision pour créances irrécouvrables, y compris la provision générale.
- 5) Inclut 1,4 million d'actions détenues par la filiale de courtage de la Banque (voir la note 1 à la page 16).
- 6) Représente le dividende sur actions ordinaires pour la période en pourcentage du revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires pour la période.

Message à nos partenaires

Pour l'ensemble du Groupe Banque Scotia, notre stratégie est de consolider les relations que nous entretenons avec nos clients actuels, élargir notre base de clientèle et à développer la capacité de tous nos canaux de distribution. Dans l'ensemble, nous entrevoyons toujours de bonnes perspectives de croissance, notamment grâce aux revenus très diversifiés et durables générés par nos trois grandes plates-formes de croissance – Réseau canadien, Scotia Capitaux et Opérations internationales.

Réseau canadien

Notre priorité pour le Réseau canadien est de développer le volume et d'augmenter notre part du marché, en nous appuyant sur les excellentes plates-formes dont nous disposons. Nous croyons que notre réseau, avec la vigueur de nos ventes et services et notre position de tête pour la satisfaction de nos clients et employés, nous donnera les moyens d'y parvenir.

Un autre facteur clé de notre croissance au Canada est notre groupe intégré Gestion de patrimoine. Nous poursuivons avec succès le développement de nos activités, comme l'illustre ce trimestre la croissance, nettement plus élevée qu'il y a un an, enregistrée pour les fonds communs de placement et le courtage de détail.

Scotia Capitaux

À Scotia Capitaux, nous sommes convaincus d'avoir mis en place les processus et les pratiques propres à gérer efficacement à l'avenir la qualité de notre crédit. Ces mesures ont en partie contribué à la poursuite de la baisse des provisions spécifiques ce trimestre.

Nous sommes également à la recherche de nouveaux secteurs de croissance, en particulier de sources de revenu autres que le crédit, et de régions où nous pourrions commencer à offrir certains de nos produits à l'échelle internationale. Et, autant au Canada qu'aux États-Unis, nous continuons à nous appuyer sur les relations de longue date que nous entretenons avec nos clients.

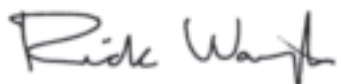
Opérations internationales

Pour nos Opérations internationales, nous sommes persuadés qu'il existe d'importantes opportunités de croissance dans nombre de marchés émergents, en raison de leur sous-utilisation des services financiers, de leur croissance économique généralement plus élevée et de la jeunesse de leur population. Nous pensons que le Mexique – où nous avons porté à 97 % notre participation dans Scotiabank Inverlat au cours du trimestre – ainsi que certaines parties des Antilles et de l'Amérique centrale représentent pour nous des opportunités clés. À plus long terme, l'Inde, la Chine et la Malaisie offrent un bon potentiel de croissance.

Perspectives économiques

La croissance de l'économie mondiale va continuer d'être tirée par les États-Unis et la Chine – ce qui augure bien pour le Canada. Au cours de la prochaine année, la perspective d'une remontée progressive des taux d'intérêt et le renforcement du dollar canadien pourraient mettre une sourdine à cette expansion sans toutefois la faire dérailler.

La combinaison de la croissance économique et de la solidité de nos métiers de base nous aidera à continuer sur notre lancée et enregistrer des résultats supérieurs pour tous nos principaux partenaires – nos actionnaires, nos clients, nos employés et les collectivités que nous servons.



Richard E. Waugh
Président et chef de la direction

Réalisations

Réseau canadien

- Nous continuons de miser sur la fructueuse famille des produits d'épargne à intérêt élevé Maître Compte. Ce trimestre, plus de 125 000 comptes ont été ouverts pour le produit de premier plan Maître Compte pour RER^{MC}.
- Placement direct ScotiaMcLeod affiche un rendement élevé en 2004. Les actifs ont augmenté de 40 % sur douze mois et, pour les cinq mois se terminant le 31 mars 2004, l'ouverture de comptes a connu une augmentation de 49 % par rapport à la même période l'an dernier, reflétant en partie un programme d'acquisition de RER en succursale qui a connu un vif succès. Par ailleurs, le volume des transactions a augmenté de 65 % par rapport à l'an dernier et on note un virage constant vers le canal Internet.
- Les services bancaires électroniques de la Banque Scotia ont connu une croissance importante. La clientèle qui utilise les services en ligne et le nombre d'opérations traitées en ligne ont augmenté respectivement de 27 % et de 47 % par rapport à la même période l'an dernier. De plus, au cours des 12 derniers mois, nous avons augmenté de plus de 16 % le nombre de GAB, faisant passer leur nombre total à plus de 2 500.

Scotia Capitaux

- ScotiaMocatta a été nommée à la présidence de la Bourse de fixation des cours de l'or de Londres. C'est la première fois depuis la création de la Bourse il y a 85 ans qu'une banque non britannique se voit attribuer ce titre. En outre, ScotiaMocatta s'est de nouveau classée au 2^e rang mondial à la fois pour l'or et l'argent dans la catégorie opérations au comptant et a atteint, pour la première fois, le 2^e rang pour l'argent dans la catégorie opérations à terme, dans les classements annuels par catégorie de produits de base du magazine *Risk*.
- Scotia Capitaux a obtenu le 9^e rang mondial et le 1^{er} rang au Canada à titre d'arrangeur principal dans le marché américain du prêt consorsial pour le premier trimestre de 2004, selon Loan Pricing Corporation.
- Scotia Capitaux a fait fonction de conseiller financier exclusif dans le rachat d'actions pour la somme de 364 millions de dollars des Entreprises Cara Limitée. Nous avons aussi fourni un engagement de crédit de 525 millions de dollars pour clore l'opération, ainsi que des swaps de taux d'intérêt.

International

- Nous avons procédé à l'acquisition de 6 % d'actions additionnelles de Scotiabank Inverlat, portant ainsi notre participation à 97 %. De plus, l'important magazine mexicain *exp Laboral* a classé Inverlat parmi les 50 meilleurs employeurs au Mexique.
- Grâce aux efforts conjugués des agents de la clientèle grandes entreprises des succursales de Taiwan, Guangzhou et Hong Kong, la Banque a réussi à procurer de nouvelles facilités de crédit substantielles aux clients de la succursale de Taiwan qui développent leurs activités en Chine continentale. Une partie de ces instruments de crédit sont libellés en renminbi,

la monnaie locale de Chine, et représentent les premières avances de fonds de ce genre depuis que nous avons obtenu une licence de règlement en monnaie locale à la fin de 2003.

- Dans les Antilles et en Amérique centrale, nous continuons d'investir dans notre réseau de distribution et lançons nos services bancaires en ligne aux Bahamas et à Porto Rico durant le trimestre. De plus, pour simplifier nos opérations sur carte de crédit et en améliorer l'efficacité, nous passons à une seule plate-forme de traitement dans cette région. La conversion aux Bahamas a eu lieu durant le trimestre et celles des autres unités sera effectuée d'ici la fin de l'année.

Employés et ressources humaines

- Selon un classement du magazine *Canadian Business*, la Banque Scotia compte parmi les entreprises sous réglementation fédérale du Canada qui emploient le plus de membres de minorités visibles et d'autochtones.
- Le magazine *Training* a classé la Banque Scotia parmi les 100 premières organisations au monde en matière de formation, sur les 552 entreprises en lice cette année.
- La Banque Scotia a mis sur pied une série de programmes axés sur le soutien de la promotion des femmes à des postes de haute direction à la Banque. Ce sont, notamment, des programmes structurés de réseautage et de mentorat, des séries d'entrevues sur le Web avec des cadres supérieurs féminins de la Banque et la clarification du processus de perfectionnement professionnel à l'intention de tous les employés de la Banque Scotia.

Notre engagement envers la collectivité

- Dix employés de la Banque Scotia comptaient parmi les 58 diplômés de la Classe 2004 du programme BoardMatch Leaders d'Altruvest qui siègent maintenant au conseil d'administration de 48 organismes de bienfaisance enregistrés. Ce programme offre aux entreprises qui le soutiennent et à ses participants une formation au leadership, des possibilités de réseautage stratégique et l'occasion unique de contribuer au bien-être de la collectivité.
- La troisième édition du petit-déjeuner annuel au bénéfice de Sheena's Place a été présentée par la Banque Scotia le 5 février à Toronto. Cet événement a permis de recueillir 150 000 \$ destinés à ce centre qui offre des programmes gratuits de soutien et d'encouragement aux personnes souffrant de troubles de l'alimentation et à leur famille.
- Scotia Capitaux et la communauté des investisseurs institutionnels ont choisi d'investir dans les jeunes enfants canadiens le 26 février. Pour la troisième fois, Scotia Capitaux a été l'hôte de la journée « Investir dans l'enfance » au cours de laquelle 1 031 000 \$ de commissions provenant des opérations sur actions institutionnelles ont été recueillis afin d'assurer aux jeunes enfants canadiens le meilleur départ possible dans la vie. Au total pour ces trois ans, 2 549 000 \$ ont été versés à cet organisme.

Analyse et commentaires de la direction

Performance financière du Groupe

Des résultats d'exploitation records ont été enregistrés au deuxième trimestre, en partie grâce aux gains importants réalisés sur la vente de titres de placement et à la croissance de nos activités internationales. Les excellents résultats du trimestre ont été obtenus malgré la forte appréciation du dollar canadien d'une année sur l'autre par rapport à la plupart des devises dans lesquelles la Banque exerce ses activités – notamment une appréciation de 11 % comparativement au dollar américain.

Revenu total

Au deuxième trimestre, le revenu total a connu une croissance considérable (sur une base de mise en équivalence fiscale), celui-ci s'établissant à 2 807 millions de dollars par rapport à 2 568 millions au même trimestre l'an dernier, soit une hausse de 239 millions de dollars ou de 9 %. Si l'on exclut l'effet de la conversion des devises, le revenu total a fortement progressé de 416 millions ou de 16 %. Outre les plus forts gains réalisés sur les titres de placement, les revenus tirés du courtage de détail et des services de banque d'investissement ont crû de façon notable et les résultats enregistrés dans les Antilles et au Mexique sont demeurés solides. Comparativement au trimestre précédent, le revenu total a augmenté de 219 millions de dollars ou de 8 %.

Revenu d'intérêts net

Ce trimestre, le revenu d'intérêts net (sur une base de mise en équivalence fiscale) s'est fixé à 1 558 millions de dollars, en baisse de 45 millions de dollars ou de 3 % par rapport au deuxième trimestre l'an dernier. Toutefois, si l'on exclut l'effet de la conversion des devises, le revenu d'intérêts net a crû de 51 millions de dollars ou de 3 %. Comparativement au trimestre précédent, le revenu d'intérêts net a progressé de 10 millions de dollars.

Le revenu d'intérêts net en monnaie canadienne est demeuré stable par rapport au même trimestre l'an dernier; la forte croissance au chapitre des prêts hypothécaires, des autres produits de crédit aux particuliers, des dépôts d'entreprise et du Maître Compte a été contrebalancée par la compression de la marge nette sur intérêts. Comparativement au trimestre précédent, le revenu d'intérêts net en monnaie canadienne a chuté de 49 millions de dollars, principalement en raison des deux journées en moins que comptait le trimestre et de la compression de la marge.

L'adoption d'une nouvelle convention comptable (touchant notamment les relations de couverture et les frais de remboursement hypothécaire anticipé, tel qu'ils sont décrits à la note 1 de la page 16) a provoqué une réduction au titre du revenu d'intérêts net en dollars canadiens au cours du trimestre. Cette baisse a été partiellement annulée par des gains au titre du revenu d'intérêts net en monnaies étrangères et d'autres types de revenus.

Le revenu d'intérêts net en monnaies étrangères a accusé une baisse de 44 millions de dollars par rapport au même trimestre l'an dernier mais, si l'on exclut l'effet de la conversion des devises, il a augmenté de 52 millions de dollars. Cette hausse est principalement attribuable à la croissance continue des activités dans les Antilles et au Mexique et à un élargissement des marges de financement en Amérique du Nord et en Europe, hausse qui a

été cependant partiellement annulée par la diminution des revenus d'intérêts dans le secteur des services aux grandes entreprises aux États-Unis. Le revenu d'intérêts net en devises a grimpé de 59 millions de dollars d'un trimestre sur l'autre, en partie grâce à une marge sur intérêts élargie, particulièrement au Mexique.

Au deuxième trimestre, la marge totale sur intérêts de la Banque s'est établie à 2,21 %, ce qui est stable par rapport à la même période l'an dernier et au trimestre précédent.

Autres revenus

Les autres revenus ont fait un bond de 284 millions de dollars ou de 30 % par rapport au deuxième trimestre de 2003, s'établissant à 1 249 millions de dollars. Si l'on exclut l'effet de la conversion des devises, les autres revenus ont connu une croissance encore plus importante de 363 millions de dollars ou de 38 %. Ces augmentations ont été enregistrées dans la plupart des catégories de revenu, mais se sont appliquées surtout aux valeurs détenues aux fins de placement (y compris un gain de 125 millions de dollars lié à la vente d'une partie de l'avoire de la Banque investi dans la Shinsei Bank au Japon), la Banque ayant tiré profit des conditions favorables des marchés boursiers.

Des hausses considérables sont également survenues dans les revenus tirés du courtage de détail et des contrats de prise ferme, celles-ci étant en partie imputables à la meilleure performance des marchés boursiers et aux services de dépôt et de paiement. Par rapport au trimestre précédent, les autres revenus ont augmenté de 20 %, principalement en raison des gains plus élevés réalisés sur les titres de placement, les revenus des services de banque d'investissement, les frais de courtage de détail et les revenus de titrisation.

Frais autres que d'intérêts et productivité

Les frais autres que d'intérêts ont totalisé 1 523 millions de dollars au deuxième trimestre, ce qui représente une augmentation de 94 millions de dollars ou de 7 % par rapport à la même période l'an passé. Compte non tenu de l'effet de la conversion des devises, les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 156 millions de dollars. Nonobstant ces augmentations, le ratio de productivité de la Banque – mesure de l'efficacité avec laquelle les frais sont engagés pour produire des revenus – est demeuré solide à 54,3 %.

La variation des frais d'une année à l'autre est en grande partie attribuable à une augmentation de la rémunération liée au rendement, surtout en raison des revenus accrus tirés des services de banque d'investissement et de courtage de détail. En outre, les charges liées aux pensions et aux autres avantages sociaux ont été plus élevées que celles de l'an dernier étant donné la valeur actuellement plus élevée, à la suite du fléchissement des taux d'intérêt, des engagements futurs du régime de retraite. L'augmentation d'autres charges est en partie attribuable à la hausse des frais d'acquisition de prêts hypothécaires, laquelle correspond à la croissance des volumes de prêts hypothécaires et des dépenses d'entreprise en général.

Les frais ont augmenté de 117 millions de dollars ou de 8 % par rapport au trimestre précédent, surtout en raison de l'accroissement de la rémunération liée au rendement, des prestations de retraite et des avantages sociaux.

Impôts et taxes

Le taux d'imposition réel de la Banque pour le deuxième trimestre a été de 22,7 %, ce qui représente une augmentation par rapport à 19,2 % pour la même période il y a un an et à 19,4 % au trimestre précédent. L'augmentation d'une année sur l'autre résulte surtout du fait qu'une plus grande partie des revenus de la Banque a été imposée à des taux plus élevés au Canada. Le taux réel a été supérieur à celui du trimestre précédent étant donné la réduction d'impôts de 24 millions de dollars qui a découlé de la réévaluation des actifs nets d'impôts sur le revenu futur au trimestre précédent, par suite de l'annulation par le gouvernement de l'Ontario de certaines réductions de taux d'imposition édictées antérieurement.

Part des actionnaires sans contrôle

La déduction au titre de la part du revenu net de la Banque dévolue aux actionnaires sans contrôle a été de 55 millions de dollars pour le deuxième trimestre, en baisse de 15 millions de dollars par rapport au même trimestre l'an passé et légèrement en deçà de la déduction du trimestre précédent. La diminution d'une année sur l'autre est attribuable à l'acquisition par la Banque, le 30 avril 2003, d'une participation additionnelle de 36 % dans Scotiabank Inverlat. Cette diminution a été contrebalancée en partie par un accroissement des revenus tirés de The Bank of Nova Scotia Jamaica.

Dividendes privilégiés

Les dividendes privilégiés versés, lesquels constituent une déduction pour déterminer le revenu net de la Banque revenant aux porteurs d'actions ordinaires, se sont élevés à 6 millions de dollars au deuxième trimestre, en baisse par rapport à 24 millions de dollars au même trimestre l'an dernier et à 20 millions de dollars au trimestre précédent. Ces diminutions sont imputables au rachat des actions privilégiées non cumulatives de série 9 le 28 avril 2003 et des actions privilégiées non cumulatives de série 11 le 28 janvier 2004, et à la prise en compte de primes de rachat correspondantes.

Gestion du risque

Les principales pratiques et politiques de gestion du risque de la Banque n'ont pas changé par rapport à ce qui est énoncé dans les pages 54 à 63 du Rapport annuel 2003.

Risque de crédit

La provision totale pour créances irrécouvrables s'est établie à 130 millions de dollars ce trimestre, soit une amélioration considérable par rapport à 248 millions de dollars à la même période l'an dernier et une baisse de 40 millions de dollars par rapport au trimestre précédent. Exception faite de la contre-passation de la provision liée à l'Argentine l'année dernière, la diminution d'une année sur l'autre s'établit à 145 millions de dollars.

En ce qui concerne les portefeuilles de prêts aux particuliers et aux entreprises au Canada, les provisions pour créances irrécouvrables ont été, au deuxième trimestre, à des niveaux similaires à ceux du même trimestre en 2003 et du trimestre précédent. La qualité du crédit dans le portefeuille de prêts aux particuliers est demeurée solide, les coefficients des comptes en souffrance ayant tendance à se maintenir aux niveaux de 2003 ou au-dessous de ces niveaux. Quant au portefeuille des prêts aux entreprises, la qualité du crédit est demeurée stable.

La provision pour créances irrécouvrables dans les opérations internationales est également demeurée relativement stable par rapport à l'an dernier et par rapport au trimestre précédent.

En ce qui a trait à Scotia Capitaux, la provision pour créances irrécouvrables a diminué de 139 millions de dollars comparativement au même trimestre l'an dernier et elle est en baisse de 39 millions de dollars par rapport au trimestre précédent. La qualité du crédit a continué de s'améliorer en partie à cause de la reprise soutenue de l'économie en Amérique du Nord.

Dans l'ensemble, bien que l'on s'attende à ce que les créances irrécouvrables en 2004 se situent au-dessous des niveaux de 2003, on connaîtra probablement une certaine volatilité d'un trimestre sur l'autre. De même, si la récente tendance à l'amélioration de la situation du crédit se poursuit, nous devrions enregistrer une réduction de la provision générale pour créances irrécouvrables.

Le montant net total des prêts douteux, déduction faite de la provision pour créances irrécouvrables (spécifique et générale), s'est établi à moins 104 millions de dollars, ce qui constitue une amélioration considérable par rapport à 378 millions de dollars au cours de la même période il y a un an et une diminution de 116 millions de dollars par rapport au trimestre précédent.

Risque de marché

La valeur à risque (VAR) est une mesure clé du risque de marché lié aux activités de négociation de la Banque. Au deuxième trimestre de 2004, la VAR moyenne sur un jour est passée à 8,2 millions de dollars par rapport à 8,6 millions de dollars au même trimestre l'an dernier, en raison principalement d'une réduction du risque de change, laquelle a été partiellement neutralisée par une augmentation du risque de taux d'intérêt. Comparativement au trimestre précédent, la diminution découle en grande partie des niveaux plus faibles de risque lié aux taux d'intérêt et aux actions.

Facteur de risque (en millions de dollars)	Moyenne pour le trimestre terminé le		
	30 avril 2004	31 janvier 2004	30 avril 2003
Taux d'intérêt	7,0 \$	8,8 \$	5,9 \$
Actions	4,5	5,4	4,0
Change	1,2	1,4	2,5
Marchandises	1,0	1,0	0,5
Diversification	(5,5)	(6,3)	(4,3)
VAR totale	8,2 \$	10,3 \$	8,6 \$

Le revenu de négociation a été positif plus de 87 % du temps au cours du trimestre, comparativement à 93 % au premier trimestre. Aucune perte unique quotidienne n'a excédé la VAR sur un jour.

Risque de liquidité

La Banque gère des liquidités pour s'assurer d'être en mesure de générer ou d'obtenir à moindre coût les fonds requis pour faire face à ses obligations financières actuelles et futures. Cela suppose le maintien d'actifs liquides suffisants, d'autres ressources de trésorerie et de diverses sources de financement.

La Banque Scotia obtient du financement par l'entremise de nombreuses sources, notamment les dépôts des particuliers et des entreprises, les fonds et les capitaux de gros. La Banque obtient aussi du financement à terme par l'entremise de titrisation de prêts personnels, de prêts sur cartes de crédit, de prêts hypothécaires et de prêts aux entreprises.

La Banque maintient un avoir considérable en actifs liquides pour soutenir ses activités. Au 30 avril 2004, les actifs liquides se sont élevés à 73 milliards de dollars, soit 26 % du total de l'actif. Ce chiffre est demeuré le même qu'au trimestre précédent.

Dans le cadre de ses activités courantes, la Banque nantit des actifs pour garantir une obligation, participer à un système de compensation ou de règlement ou exercer des activités sur des territoires étrangers. Au 30 avril 2004, le total des actifs donnés en nantissement ou vendus selon des ententes de rachat a été le même qu'au 31 janvier 2004, soit 40 milliards de dollars. La majeure partie de ces actifs est liée à des ententes de rachat, ainsi qu'à des nantissements pour des activités d'emprunt et de prêt de titres.

Bilan

Au 30 avril 2004, le total de l'actif s'élevait à 284 milliards de dollars, en baisse de 8 milliards de dollars ou 3 % comparativement à la même période de l'exercice précédent, principalement en raison de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar US. En excluant l'effet de la conversion des devises, les activités de la division Opérations internationales ont poursuivi leur progression d'une année sur l'autre, grâce aux prêts aux entreprises et aux particuliers, surtout au Mexique et dans les Antilles. Plus précisément, Scotiabank Inverlat a connu une croissance annuelle de plus de 40 % pour ses portefeuilles de prêts aux particuliers, cette croissance étant en partie attribuable à l'acquisition d'un portefeuille de prêts automobiles aux particuliers.

En ce qui concerne le Réseau canadien, les opérations de crédit aux particuliers sont demeurées très fortes, avec une croissance nette d'une année sur l'autre de 6 milliards de dollars pour les prêts hypothécaires et de 3 milliards de dollars pour les prêts aux particuliers. Chez Scotia Capitaux, le portefeuille de crédit a affiché une diminution d'une année sur l'autre, surtout aux États-Unis et en Europe, en raison d'un crédit plus sélectif et du niveau élevé de liquidités sur les marchés des capitaux. Les valeurs mobilières acquises en vertu d'ententes de revente ont diminué de 9 milliards de dollars, en partie à cause de l'effet de la conversion des devises.

Le total du passif a diminué de 9 milliards de dollars comparativement au même trimestre de l'exercice précédent, principalement en raison de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar US. En excluant l'effet de la conversion des devises, le total des dépôts a augmenté de 12 milliards de dollars par rapport à la même période. Cette augmentation a été surtout attribuable aux opérations canadiennes et plus particulièrement au Maître Compte, un compte bancaire très populaire qui a continué d'afficher une forte croissance, avec une hausse des dépôts de 6 milliards de dollars par rapport au trimestre correspondant de 2003. Le Réseau canadien a aussi affiché des niveaux plus élevés de comptes courants. Cette croissance des dépôts a été contrebalancée par une diminution du financement des activités de négociation, y compris des obligations moins élevées relativement aux valeurs mobilières vendues en vertu d'ententes de rachat, et par une réduction de la valeur marchande des instruments dérivés de négociation.

D'un trimestre à l'autre, le total de l'actif s'est élevé de 2 milliards de dollars et cette progression est surtout attribuable à la croissance des soldes hypothécaires et des prêts aux particuliers au Canada, ainsi qu'à une augmentation des valeurs mobilières acquises en vertu d'ententes de revente. Cette progression a été partiellement contrebalancée par une diminution des valeurs mobilières détenues aux fins de négociation.

Le surplus de la valeur marchande par rapport à la valeur comptable du portefeuille de valeurs mobilières de la Banque s'est élevée à 1 007 millions de dollars au 30 avril 2004, alors qu'elle se situait à 1 157 millions de dollars à la fin du trimestre précédent. Cette réduction a été entièrement attribuable aux gains réalisés durant le trimestre. Le reste du portefeuille a vu sa valeur augmenter, principalement en raison des valeurs plus élevées des actions. À la fin du trimestre, les gains non réalisés comprenaient un montant d'environ 280 millions de dollars lié au reste du placement de participation de la Banque dans la Shinsei Bank du Japon.

Gestion du capital

Les coefficients de capital de la Banque demeurent très solides, le coefficient de capital de catégorie 1 ayant augmenté de 90 points de base par rapport à l'an dernier, pour atteindre 11,2 %. Ce chiffre représente une augmentation de 30 points de base par rapport au trimestre précédent.

Le coefficient du capital-actions ordinaire corporel à l'actif (qui représente le capital-actions ordinaire moins l'écart d'acquisition et les actifs incorporels en pourcentage de l'actif rajusté en fonction du risque) s'est établi à 9,4 %, soit en hausse de 100 points de base par rapport à l'exercice précédent. Ce coefficient demeure plus élevé que les coefficients correspondants des autres grandes banques canadiennes. Durant le trimestre, le total de l'avoir des actionnaires a augmenté de 648 millions de dollars pour s'établir à 15,4 milliards de dollars, principalement en raison d'un revenu net après dividendes de 527 millions de dollars.

Dividende

Le conseil d'administration a approuvé, à sa réunion du 1^{er} juin 2004, une augmentation de 5 cents du dividende trimestriel, lequel s'établit à 30 cents par action et est payable le 28 juillet 2004 aux actionnaires inscrits au 6 juillet 2004. Par conséquent, le dividende trimestriel par action ordinaire augmentera de plus de 36 % par rapport à l'exercice précédent. Ces résultats confirment l'excellente feuille de route de la Banque relativement à la croissance du montant de son dividende annuel, comme en font foi les 22 augmentations des 25 dernières années.

Perspectives

Dans l'ensemble, nous demeurons optimistes en ce qui concerne le dynamisme de nos secteurs d'activité et notre capacité à tirer parti de la vigueur de l'économie mondiale. Toutefois, nous sommes confrontés à plusieurs facteurs, tels que les pressions sur les marges au Canada, les fluctuations du change et la croissance de l'actif pour les prêts aux entreprises. Parallèlement, le niveau exceptionnel des gains réalisés sur les valeurs mobilières n'est pas soutenable à court terme. Cela dit, nous prévoyons atteindre pleinement les objectifs clés que nous nous sommes fixés pour 2004.

Données par secteur d'activité

Réseau canadien

<i>(Non vérifié) (en millions de dollars) (base de mise en équivalence fiscale)¹⁾</i>	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de six mois terminée le	
	30 avril 2004	31 janvier 2004	30 avril 2003	30 avril 2004	30 avril 2003
Revenu du secteur d'activité					
Revenu d'intérêts net	901 \$	877 \$	861 \$	1 778 \$	1 730 \$
Provision pour créances irrécouvrables	(81)	(92)	(77)	(173)	(153)
Autres revenus	424	417	352	841	723
Frais autres que d'intérêts	(803)	(764)	(738)	(1 567)	(1 454)
Provision pour impôts sur le revenu	(148)	(139)	(134)	(287)	(288)
Revenu net	293 \$	299 \$	264 \$	592 \$	558 \$
Autres données					
Rendement des capitaux propres ²⁾	32,7 %	32,4 %	31,0 %	32,6 %	31,9 %
Actif moyen <i>(en milliards de dollars)</i>	109 \$	107 \$	100 \$	108 \$	99 \$

1) Voir la note 2 à la page 10.

2) Voir la note 4 à la page 10.

Le Réseau canadien, qui comprend la division Gestion de patrimoine, a généré un revenu net de 293 millions de dollars au deuxième trimestre, ce qui représente une augmentation de 29 millions de dollars ou 11 % par rapport à l'exercice précédent. D'un trimestre à l'autre, le revenu net a diminué de 2 %, car les charges plus élevées et l'incidence de deux journées de moins durant ce trimestre ont été partiellement contrebalancées par la croissance des volumes des comptes de particuliers. Les gains du Réseau canadien ont représenté 37 % du revenu net total de la Banque pour ce trimestre.

Le revenu d'intérêts net a augmenté de 5 % d'une année sur l'autre, principalement en raison de la forte croissance soutenue du crédit aux particuliers et des dépôts de particuliers et des entreprises, ce qui a permis des gains substantiels de part de marché. Aussi, il y a eu des frais plus élevés de versements hypothécaires anticipés. La compression de la marge a partiellement contrebalancé ces facteurs.

Les autres revenus ont augmenté de 72 millions de dollars, ou 21 %, d'une année sur l'autre avec la moitié de cette augmentation résultant de revenus de courtage et de revenus connexes plus élevés, ce qui reflète des marchés boursiers plus dynamiques. Il y a eu aussi des augmentations moins fortes pour les frais sur opérations, les revenus des fonds communs de placement et le change.

La qualité du crédit est demeurée bonne pour les portefeuilles de particuliers et des entreprises.

Les charges d'exploitation ont augmenté de 9 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette croissance a reflété une hausse de la rémunération liée au rendement et le coût des pensions, ainsi que les augmentations normales des salaires. Les coûts plus élevés d'acquisition de prêts hypothécaires, conformes à la croissance des volumes, ont aussi contribué à l'augmentation des charges.

D'un trimestre à l'autre, les charges ont augmenté de 5 %, ce qui est attribuable à la rémunération liée au rendement plus élevée et à la croissance des coûts des pensions.

Scotia Capitaux

<i>(Non vérifié) (en millions de dollars) (base de mise en équivalence fiscale)¹⁾</i>	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de six mois terminée le	
	30 avril 2004	31 janvier 2004	30 avril 2003	30 avril 2004	30 avril 2003
Revenu du secteur d'activité					
Revenu d'intérêts net	261 \$	254 \$	336 \$	515 \$	655 \$
Provision pour créances irrécouvrables	(32)	(71)	(171)	(103)	(395)
Autres revenus	328	332	315	660	664
Frais autres que d'intérêts	(268)	(241)	(250)	(509)	(479)
Provision pour impôts sur le revenu	(78)	(71)	(61)	(149)	(138)
Revenu net	211 \$	203 \$	169 \$	414 \$	307 \$
Autres données					
Rendement des capitaux propres ²⁾	20,0 %	17,4 %	11,5 %	18,6 %	9,9 %
Actif moyen <i>(en milliards de dollars)</i>	114 \$	112 \$	123 \$	113 \$	122 \$

1) Voir la note 2 à la page 10.

2) Voir la note 4 à la page 10.

Scotia Capitaux a inscrit un revenu de 211 millions de dollars pour le trimestre, ce qui représente une hausse notable de 42 millions de dollars (ou de 25 %) par rapport à il y a un an et une augmentation de 8 millions de dollars (ou de 4 %) par rapport au trimestre précédent. Le RCP de ce trimestre s'est établi à 20 %, ce qui est nettement supérieur à ce qui avait été enregistré sur les périodes récentes; cette performance a surtout été due à la diminution des pertes sur prêts.

Le revenu total est en baisse de 9 % par rapport au même trimestre de l'année dernière, ce qui s'explique par l'effet de la conversion des devises et la diminution marquée du volume de prêts en Amérique du Nord (nous avons été plus sélectifs dans l'octroi des prêts et les liquidités se sont accumulées dans les marchés des capitaux aux États-Unis). Les revenus non tirés des prêts, en particulier ceux tirés des instruments dérivés et des activités de souscription, ont continué de croître à un rythme soutenu et affichent une hausse de 16 % par rapport à il y a un an.

Par rapport au trimestre précédent, les revenus se sont modestement accrus de 1 % : les instruments dérivés et les activités de souscription ont certes davantage rapporté ce trimestre, mais la diminution des engagements dans les prêts aux grandes entreprises aux États-Unis a freiné la progression des revenus.

Les pertes sur prêts, en baisse de 139 millions de dollars par rapport à il y a un an, ont beaucoup régressé, surtout au Canada et en Europe. Les provisions pour créances irrécouvrables du deuxième trimestre ont été inférieures de 39 millions de dollars à celles du premier trimestre, ce qui témoigne d'une amélioration qui a touché bon nombre de portefeuilles de prêts aux grandes entreprises.

Les dépenses totales sont en hausse de 7 % par rapport à il y a un an et de 11 % par rapport au trimestre précédent, principalement en raison du coût accru de la rémunération liée au rendement.

Opérations internationales

<i>(Non vérifié) (en millions de dollars) (base de mise en équivalence fiscale)¹⁾</i>	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de six mois terminée le	
	30 avril 2004	31 janvier 2004	30 avril 2003	30 avril 2004	30 avril 2003
Revenu du secteur d'activité					
Revenu d'intérêts net	513 \$	448 \$	501 \$	961 \$	1 028 \$
Provision pour créances irrécouvrables	(18)	(7)	(3)	(25)	(31)
Autres revenus	197	174	217	371	410
Frais autres que d'intérêts	(426)	(390)	(440)	(816)	(851)
Provision pour impôts sur le revenu	(44)	(39)	(66)	(83)	(127)
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net des filiales	(22)	(23)	(38)	(45)	(91)
Revenu net	200 \$	163 \$	171 \$	363 \$	338 \$
Autres données					
Rendement des capitaux propres ²⁾	24,2 %	19,4 %	21,9 %	21,8 %	21,0 %
Actif moyen <i>(en milliards de dollars)</i>	49 \$	48 \$	53 \$	48 \$	55 \$

1) Voir la note 2 à la page 10.

2) Voir la note 4 à la page 10.

Les Opérations internationales ont généré un revenu net de 200 millions de dollars ce trimestre, ce qui, nonobstant l'effet négatif de la conversion des devises, représente une solide hausse de 29 millions de dollars (ou de 17 %) par rapport à il y a un an. Compte non tenu de l'effet de l'appréciation du dollar canadien, le revenu net s'est accru de 64 millions de dollars (ou de 37 %) par rapport à la même période il y a un an. Par rapport au trimestre précédent, on note aussi une forte hausse du revenu net de 37 millions de dollars.

L'apport de Scotiabank Inverlat ce trimestre a été beaucoup plus important qu'au trimestre précédent et qu'au même trimestre il y a un an, résultat d'une croissance toujours soutenue des prêts et des dépôts des particuliers et fruit de la comptabilisation des possibilités de report prospectif de pertes fiscales. La prise de participation supplémentaire de 36 % dans Inverlat en 2003 a également contribué à l'augmentation des revenus d'une année sur l'autre. Les autres activités de la Banque en Amérique

latine ont produit des résultats inférieurs à ceux de l'an dernier, ce qui s'explique par les gains perçus il y a un an sur la vente de valeurs mobilières des marchés émergents. Le revenu net a quelque peu reculé par rapport au trimestre dernier.

Les revenus provenant de nos activités dans les Antilles, propulsés par une forte croissance des revenus générés par les frais de service et les prêts et dépôts des particuliers dans la plupart des secteurs d'activité de la Banque, ont augmenté de plus de 35 % tant par rapport à il y a un an que par rapport au trimestre dernier. Les pertes sur prêts ont par ailleurs beaucoup diminué par rapport aux trimestres précédents.

En Asie, le revenu net dégagé ce trimestre a été inférieur à celui d'il y a un an, surtout à cause de l'accroissement des pertes sur prêts et des dépenses. Les activités de ce trimestre ont produit un résultat légèrement meilleur que celui du trimestre précédent.

Autres¹⁾

<i>(Non vérifié) (en millions de dollars) (base de mise en équivalence fiscale)²⁾</i>	30 avril 2004	Pour le trimestre terminé le		Pour la période de six mois terminée le	
		31 janvier 2004	30 avril 2003	30 avril 2004	30 avril 2003
Revenu du secteur d'activité					
Revenu d'intérêts net ³⁾	(182) \$	(99) \$	(162) \$	(281) \$	(334) \$
Provision pour créances irrécouvrables	1	–	3	1	6
Autres revenus	300	117	81	417	202
Frais autres que d'intérêts	(26)	(11)	(1)	(37)	–
Provision pour impôts sur le revenu ³⁾	22	66	103	88	167
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net des filiales	(33)	(34)	(32)	(67)	(53)
Revenu net	82 \$	39 \$	(8) \$	121 \$	(12) \$
Autres données					
Actif moyen <i>(en milliards de dollars)</i>	14 \$	16 \$	16 \$	15 \$	17 \$

Les autres activités (qui comprennent la Trésorerie de groupe) ont généré un revenu net de 82 millions de dollars, comparativement à une perte de 8 millions de dollars pour le même trimestre de l'an dernier et à un revenu net de 39 millions de dollars pour le trimestre précédent. La Trésorerie de groupe a connu un trimestre d'autant plus exceptionnel que 125 millions de dollars (81 millions de dollars après impôt) ont été encaissés lors de la cession d'une partie de la participation prise dans la Shinsei Bank. La vente d'autres valeurs détenues aux fins de

placement s'est également traduite par un accroissement des gains, ce à quoi les actions ont particulièrement contribué dans un contexte où la Trésorerie de groupe, la conjoncture favorable aidant, a pu profiter de bonnes occasions. Il y a cependant eu une baisse du revenu d'intérêts net du fait que moins de valeurs étaient détenues aux fins de placement et qu'un ajustement des inscriptions a dû être effectué pour respecter de nouvelles règles comptables excluant certains instruments dérivés de la catégorie des titres de couverture.

Total

<i>(Non vérifié) (en millions de dollars)</i>	30 avril 2004	Pour le trimestre terminé le		Pour la période de six mois terminée le	
		31 janvier 2004	30 avril 2003	30 avril 2004	30 avril 2003
Revenu du secteur d'activité					
Revenu d'intérêts net	1 493 \$	1 480 \$	1 536 \$	2 973 \$	3 079 \$
Provision pour créances irrécouvrables	(130)	(170)	(248)	(300)	(573)
Autres revenus	1 249	1 040	965	2 289	1 999
Frais autres que d'intérêts	(1 523)	(1 406)	(1 429)	(2 929)	(2 784)
Provision pour impôts sur le revenu	(248)	(183)	(158)	(431)	(386)
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net des filiales	(55)	(57)	(70)	(112)	(144)
Revenu net	786 \$	704 \$	596 \$	1 490 \$	1 191 \$
Autres données					
Rendement des capitaux propres ⁴⁾	21,8 %	19,4 %	17,2 %	20,6 %	16,9 %
Actif moyen <i>(en milliards de dollars)</i>	286 \$	283 \$	292 \$	284 \$	293 \$

1) Comprend les revenus de toutes les autres petites unités d'exploitation et les rajustements du siège social, tels que l'élimination de la majoration du revenu exempt d'impôt déclarée dans le revenu d'intérêts net et la provision pour impôts sur le revenu, les écarts entre les montants réels des coûts engagés et imputés aux unités d'exploitation, et l'incidence des titrisations.

2) La Banque, comme certaines autres banques, analyse le revenu, la marge nette sur intérêts sur le total de l'actif moyen et le ratio de productivité selon une BMEF. Cette méthodologie permet de majorer le revenu exempt d'impôts gagné à l'égard de certains titres selon une base de mise en équivalence fiscale avant impôts. Dans la présentation des résultats des secteurs d'activité, l'opération symétrique est imputée au poste de la provision pour impôts sur le revenu.

La direction estime que cette méthode d'évaluation permet d'effectuer une comparaison uniforme des revenus d'intérêts nets de sources imposables et non imposables et permet une évaluation plus cohérente. Les données obtenues par le recours à une BMEF diffèrent de celles qu'on obtiendrait avec les PCGR et peuvent être différentes de celles présentées par d'autres sociétés.

3) Inclut l'élimination de la majoration du revenu exempt d'impôt déclarée dans le revenu d'intérêts net ainsi que les provisions pour impôts sur le revenu des trimestres terminés le 30 avril 2004 (65 \$), le 31 janvier 2004 (68 \$) et le 30 avril 2003 (67 \$) et des périodes de six mois terminées le 30 avril 2004 (133 \$) et le 30 avril 2003 (135 \$) pour en arriver aux montants comptabilisés dans l'état consolidé des revenus.

4) Aux fins de gestion et de communication interne de l'information, la Banque affecte des actifs à ses secteurs d'activité selon une méthodologie qui prend en compte le crédit, le marché et le risque opérationnel propre à chacun de ses secteurs. Le rendement des capitaux propres est calculé selon l'actif économique affecté au secteur. L'actif économique n'est pas un terme défini conformément aux PCGR et, de ce fait, le rendement des capitaux propres ainsi obtenu pour chaque secteur peut ne pas être comparable à ceux des autres institutions financières.

Données par secteur géographique

	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de six mois terminée le	
	30 avril 2004	31 janvier 2004	30 avril 2003	30 avril 2004	30 avril 2003
<i>(Non vérifié)</i>					
Revenu net <i>(en millions de dollars)</i>					
Canada	387 \$	470 \$	386 \$	857 \$	817 \$
États-Unis	91	78	67	169	115
Autres pays	336	184	159	520	309
Rajustements du siège social	(28)	(28)	(16)	(56)	(50)
	786 \$	704 \$	596 \$	1 490 \$	1 191 \$
Actif moyen <i>(en milliards de dollars)</i>					
Canada	188 \$	185 \$	175 \$	186 \$	172 \$
États-Unis	22	25	37	23	39
Autres pays	74	70	77	72	78
Rajustements du siège social	2	3	3	3	4
	286 \$	283 \$	292 \$	284 \$	293 \$

Déclarations prévisionnelles Le présent rapport contient des déclarations prévisionnelles qui sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la Private Securities Litigation Reform Act, loi américaine de 1995. Ces déclarations comprennent notamment des observations concernant nos objectifs, nos stratégies, nos attentes à l'égard des résultats (y compris en ce qui concerne la gestion des risques) ou les perspectives relatives à notre exploitation ou aux économies canadienne, américaine et mondiale. On peut aisément repérer les déclarations prévisionnelles en relevant des termes et expressions tels que « croire », « prévoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer », « peut augmenter », « peut fluctuer », de même que d'autres expressions semblables utilisant des verbes au futur ou au conditionnel, par exemple « sera », « devrait », « pourrait » et « voudrait ».

De par leur nature, les déclarations prévisionnelles comportent des hypothèses, des risques et des incertitudes, d'ordre général et particulier. Les prévisions et autres déclarations prévisionnelles risquent de se révéler inexactes. La Banque conseille aux lecteurs des présents états financiers de ne pas se fier indûment à ces déclarations, étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prévisionnelles, en raison d'un certain nombre de facteurs. Ces facteurs comprennent notamment la conjoncture économique et les activités des marchés financiers au Canada et dans le monde, les fluctuations de taux d'intérêt et de change, les liquidités, l'incidence des modifications apportées à la politique monétaire, l'évolution de la législation et de la réglementation au Canada et dans le monde, l'exactitude et l'intégralité des informations obtenues par la Banque des clients et des contreparties, l'élaboration et le lancement de nouveaux produits et services, la capacité de la Banque à effectuer et à intégrer l'acquisition d'entreprises, la capacité de la Banque à recruter et à conserver des membres clés de la direction, la participation de tiers dans la prestation de composantes destinées à l'infrastructure commerciale de la Banque, les changements imprévus des habitudes de consommation et d'épargne des consommateurs, les progrès technologiques, les regroupements dans le secteur des services financiers canadien, les modifications sur le plan fiscal, la concurrence, les poursuites intentées contre la Banque, les enquêtes menées par des autorités de réglementation, les événements fortuits tels les séismes, les répercussions de conflits ou d'autres événements sur la scène internationale, y compris les actes de terrorisme et la lutte au terrorisme, et l'anticipation et la gestion par la Banque des risques découlant de ce qui précède. Une part importante des activités de la Banque consiste à consentir des prêts ou à engager ses ressources d'autres manières en faveur de grandes sociétés ou industries ou dans certains pays ou régions du monde. Des événements imprévisibles touchant ces emprunteurs, ces industries ou ces pays peuvent avoir des conséquences préjudiciables sur les résultats financiers, les activités, la situation financière ou les liquidités de la Banque. Ces facteurs, dont la liste qui précède n'est pas exhaustive, peuvent entraîner une divergence sensible des résultats de la Banque par rapport aux résultats envisagés dans les déclarations prospectives.

La Banque tient à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. Les investisseurs et les autres personnes qui se fient à des déclarations prévisionnelles pour prendre des décisions à l'égard de la Banque doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs, ainsi que d'autres incertitudes et éventualités, et de l'incertitude inhérente aux déclarations prévisionnelles. La Banque ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prévisionnelles, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par elle-même ou en son nom.

États financiers consolidés intermédiaires

État consolidé des revenus

	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de six mois terminée le	
	30 avril 2004	31 janvier 2004	30 avril 2003	30 avril 2004	30 avril 2003
<i>(Non vérifié) (en millions de dollars)</i>					
Revenu d'intérêts					
Prêts	2 235 \$	2 300 \$	2 511 \$	4 535 \$	5 133 \$
Valeurs mobilières	674	684	753	1 358	1 487
Dépôts à d'autres banques	107	98	109	205	231
	3 016	3 082	3 373	6 098	6 851
Frais d'intérêts					
Dépôts	1 101	1 235	1 306	2 336	2 717
Débitures subordonnées	27	26	42	53	87
Autres	395	341	489	736	968
	1 523	1 602	1 837	3 125	3 772
Revenu d'intérêts net	1 493	1 480	1 536	2 973	3 079
Provision pour créances irrécouvrables (note 6)	130	170	248	300	573
Revenu d'intérêts net après provision pour créances irrécouvrables	1 363	1 310	1 288	2 673	2 506
Autres revenus					
Revenus de cartes	53	61	42	114	97
Services de dépôt et de paiement	161	155	142	316	292
Fonds communs de placement	43	41	38	84	79
Services de placement, de courtage et de fiducie	143	125	106	268	217
Commissions de crédit	144	146	171	290	345
Revenus de négociation	105	152	136	257	293
Services de banque d'investissement	183	161	144	344	313
Gains nets sur valeurs détenues aux fins de placement	247	70	54	317	65
Revenus de titrisation	40	28	20	68	71
Autres	130	101	112	231	227
	1 249	1 040	965	2 289	1 999
Revenu d'intérêts net et autres revenus	2 612	2 350	2 253	4 962	4 505
Frais autres que d'intérêts					
Salaires et autres prestations au personnel	907	841	825	1 748	1 631
Frais de locaux et de technologie	282	281	282	563	556
Communications	60	59	65	119	129
Publicité et développement des affaires	53	47	49	100	96
Frais professionnels	47	29	41	76	71
Taxe d'affaires et taxe sur le capital	36	37	36	73	73
Autres	138	112	100	250	197
Perte sur cession des activités d'une filiale	–	–	31	–	31
	1 523	1 406	1 429	2 929	2 784
Revenu avant les éléments ci-dessous	1 089	944	824	2 033	1 721
Provision pour impôts sur le revenu	248	183	158	431	386
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net des filiales	55	57	70	112	144
Revenu net	786 \$	704 \$	596 \$	1 490 \$	1 191 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées et autres	6	20	24	26	51
Revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires	780 \$	684 \$	572 \$	1 464 \$	1 140 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation ¹⁾ (en millions) :					
De base	1 011	1 011	1 007	1 011	1 008
Dilué	1 028	1 027	1 023	1 028	1 024
Revenu net par action ordinaire¹⁾ (en dollars) :					
De base	0,77 \$	0,68 \$	0,57 \$	1,45 \$	1,13 \$
Dilué	0,75 \$	0,67 \$	0,56 \$	1,42 \$	1,11 \$
Dividendes versés sur les actions ordinaires¹⁾ (en dollars)	0,25 \$	0,25 \$	0,20 \$	0,50 \$	0,40 \$

1) Les montants ont été rajustés rétroactivement pour tenir compte du dividende en actions versé le 28 avril 2004 et équivalant à une action ordinaire pour chaque action ordinaire émise et en circulation. Le dividende en actions a eu le même effet qu'un fractionnement à raison de deux actions pour une.

Les notes d'accompagnement font partie intégrante des états financiers consolidés.

Bilan consolidé

	Au			
<i>(Non vérifié) (en millions de dollars)</i>	30 avril 2004	31 janvier 2004	31 octobre 2003	30 avril 2003
Actif				
Liquidités				
Encaisse et dépôts à d'autres banques sans intérêt	1 417 \$	1 361 \$	1 373 \$	1 312 \$
Dépôts à d'autres banques portant intérêt	16 668	15 363	17 111	15 554
Métaux précieux	2 627	2 127	2 097	1 877
	20 712	18 851	20 581	18 743
Valeurs mobilières				
Placement	18 377	18 288	20 293	20 023
Négociation	42 184	44 439	42 899	38 509
	60 561	62 727	63 192	58 532
Prêts				
Prêts hypothécaires à l'habitation	63 829	62 583	61 646	57 300
Prêts aux particuliers et sur cartes de crédit	28 432	27 046	26 277	24 647
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	62 485	63 155	64 313	72 931
Actifs acquis en vertu d'ententes de revente	21 225	19 266	22 648	30 269
	175 971	172 050	174 884	185 147
Provision pour créances irrécouvrables (note 6)	3 303	3 257	3 217	3 576
	172 668	168 793	171 667	181 571
Autres				
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	7 219	6 887	6 811	7 611
Terrains, bâtiments et matériel	1 872	1 863	1 944	2 054
Évaluation à la valeur du marché des instruments dérivés de négociation	13 745	15 547	15 308	16 193
Écarts d'acquisition	280	280	270	371
Autres actifs incorporels	253	276	284	290
Autres éléments d'actif	6 324	6 227	5 835	6 335
	29 693	31 080	30 452	32 854
	283 634 \$	281 451 \$	285 892 \$	291 700 \$
Passif et avoir des actionnaires				
Dépôts				
Particuliers	79 464 \$	78 328 \$	76 431 \$	76 783 \$
Entreprises et administrations publiques	95 486	89 463	93 541	87 488
Banques	22 691	24 009	22 700	24 947
	197 641	191 800	192 672	189 218
Autres				
Acceptations	7 219	6 887	6 811	7 611
Obligations relatives aux actifs vendus en vertu d'ententes de rachat	22 535	24 144	28 686	35 777
Obligations relatives aux valeurs vendues à découvert	9 527	9 911	9 219	9 141
Évaluation à la valeur du marché des instruments dérivés de négociation	12 645	15 160	14 758	15 871
Autres engagements	13 697	13 810	14 145	14 288
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	2 277	2 316	2 326	2 318
	67 900	72 228	75 945	85 006
Débiteures subordonnées	2 686	2 664	2 661	3 073
Avoir des actionnaires				
Capital-actions				
Actions privilégiées	550	550	800	800
Actions ordinaires et surplus d'apport	3 187	3 115	3 141	3 064
Bénéfices non répartis	12 512	12 144	11 747	10 998
Effet cumulatif de la conversion des devises	(842)	(1 050)	(1 074)	(459)
	15 407	14 759	14 614	14 403
	283 634 \$	281 451 \$	285 892 \$	291 700 \$

Les notes d'accompagnement font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé des modifications survenues dans l'avoir des actionnaires

Pour la période de six mois terminée le

<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i>	30 avril 2004	30 avril 2003
Actions privilégiées		
Banque :		
Solde au début de la période	550 \$	1 025 \$
Actions rachetées	(250)	(475)
Solde à la fin de la période	300	550
Société de placement hypothécaire Scotia	250	250
Total	550	800
Actions ordinaires et surplus d'apport		
Actions ordinaires :		
Solde au début de la période	3 140	3 002
Émissions	65	78
Rachats aux fins d'annulation	(19)	(17)
Solde à la fin de la période	3 186	3 063
Surplus d'apport : Juste valeur des options d'achat d'actions	1	1
Total	3 187	3 064
Bénéfices non répartis		
Solde au début de la période	11 747	10 398
Revenu net	1 490	1 191
Dividendes : Actions privilégiées	(16)	(32)
Actions ordinaires	(506)	(403)
Achat d'actions et prime au rachat	(203)	(144)
Autres	-	(12)
Solde à la fin de la période	12 512	10 998
Effet cumulatif de la conversion des devises		
Solde au début de la période	(1 074)	102
Gains/(pertes) de change non réalisés, montant net ¹⁾	232	(561)
Solde à la fin de la période	(842)	(459)
Total de l'avoir des actionnaires à la fin de la période	15 407 \$	14 403 \$

1) Comprend le montant net des gains/(pertes) de change non réalisés sur les investissements nets dans des établissements étrangers autonomes de 562 \$ ((1 113) \$ au 30 avril 2003) et les gains/(pertes) découlant des activités de couverture de change de (330) \$ (552 \$ au 30 avril 2003).

Les notes d'accompagnement font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé condensé des flux de trésorerie

	Pour le trimestre terminé le		Pour la période de six mois terminée le	
Provenance et (utilisation) des flux de trésorerie (Non vérifié) (en millions de dollars)	30 avril 2004	30 avril 2003	30 avril 2004	30 avril 2003
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Revenu net	786 \$	596 \$	1 490 \$	1 191 \$
Ajustements au revenu net en vue de déterminer les flux de trésorerie	(63)	348	60	679
Intérêts courus nets à recevoir et à payer	(145)	34	(186)	243
Valeurs détenues aux fins de négociation	2 496	(3 544)	1 031	(4 650)
Évaluation à la valeur du marché des instruments dérivés de négociation, montant net	(672)	752	(511)	(78)
Autres, montant net	(980)	802	(1 084)	269
	1 422	(1 012)	800	(2 346)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Dépôts	3 816	1 705	1 535	808
Obligations relatives aux actifs vendus en vertu d'ententes de rachat	(1 826)	9 277	(6 399)	5 570
Obligations relatives aux valeurs vendues à découvert	(453)	4	239	504
Rachat/remboursement de débetures subordonnées	–	(716)	–	(716)
Capital-actions émis	39	48	65	78
Capital-actions remboursé/racheté aux fins d'annulation	(126)	(325)	(472)	(636)
Dividendes versés en espèces	(259)	(215)	(522)	(435)
Autres, montant net	448	(646)	152	(215)
	1 639	9 132	(5 402)	4 958
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Dépôts à d'autres banques portant intérêt	(1 021)	(2 227)	1 169	181
Prêts, à l'exclusion des titrisations	(3 463)	(6 360)	(1 021)	(3 518)
Titrisations de prêts	909	378	1 876	1 127
Valeurs détenues aux fins de placement, montant net	820	848	3 101	510
Terrains, bâtiments et matériel, déduction faite des cessions	(51)	(36)	(75)	(56)
Autres, montant net ¹⁾	(59)	(465)	(59)	(465)
	(2 865)	(7 862)	4 991	(2 221)
Incidence des fluctuations des taux de change sur les espèces et quasi-espèces	18	(51)	35	(81)
Variation nette des espèces et quasi-espèces	214	207	424	310
Espèces et quasi-espèces au début de la période	1 107	692	897	589
Espèces et quasi-espèces à la fin de la période	1 321 \$	899 \$	1 321 \$	899 \$
Composition :				
Encaisse et dépôts à d'autres banques sans intérêt	1 417 \$	1 312 \$		
Chèques et autres effets en circulation, montant net	(96)	(413)		
Espèces et quasi-espèces à la fin de la période	1 321 \$	899 \$		
Décaissements effectués pour :				
Intérêts	1 711 \$	1 747 \$	3 437 \$	3 711 \$
Impôts sur le revenu	272 \$	164 \$	436 \$	287 \$

1) Pour le trimestre et la période de six mois terminés le 30 avril 2004, est inclus un placement dans les filiales de 59 \$ (465 \$ au 30 avril 2003).

Les notes d'accompagnement font partie intégrante des états financiers consolidés.

Les présents états financiers intermédiaires consolidés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada. Ils doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 octobre 2003. Les conventions comptables qui ont servi à établir les états financiers consolidés intermédiaires sont conformes à celles que la Banque a utilisées dans la préparation des états financiers consolidés vérifiés de fin d'exercice, sauf pour ce qui est des éléments traités dans la note 1. Certains chiffres correspondants ont été reclassés conformément à la présentation de la période écoulée.

1. Nouvelles conventions comptables :

Opérations de couverture

Le 1^{er} novembre 2003, la Banque a adopté la nouvelle note d'orientation concernant les relations de couverture, publiée par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA). Cette note d'orientation établit certaines conditions d'admissibilité quant à l'utilisation de la comptabilité de couverture, lesquelles sont plus rigoureuses et moins informelles que les normes antérieures. Les revenus et les frais relatifs aux instruments dérivés désignés admissibles à la comptabilité de couverture conformément à la note d'orientation sont constatés dans l'état consolidé des revenus au cours de la même période que l'élément couvert. Les instruments dérivés (non négociés) qui ne sont pas admissibles à la comptabilité de couverture sont constatés à la juste valeur dans le bilan consolidé et toute variation subséquente de la juste valeur est constatée dans l'état consolidé des revenus de la façon suivante : les contrats de taux d'intérêt sont constatés dans le revenu d'intérêts net, les options ayant servi à la gestion des placements en valeurs mobilières donnent lieu à un gain net sur valeurs détenues aux fins de placement, et les autres contrats de dérivés dans la rubrique « Autres revenus », au poste « Autres ».

La Banque a réévalué ses relations de couverture en date du 1^{er} novembre 2003, et l'opération a donné lieu à une perte nette non matérialisée de 44 millions de dollars. Ce montant a été reporté dans les autres éléments d'actif, au bilan consolidé, et est constaté dans l'état consolidé des revenus dans la mesure où les éléments couverts à l'origine ont une incidence sur le revenu net. L'adoption de cette note d'orientation n'a pas eu d'incidence importante sur les résultats d'exploitation de la Banque.

Principes comptables généralement reconnus (PCGR)

Le 1^{er} novembre 2003, la Banque a, tel qu'il était requis, adopté de façon prospective la nouvelle norme de l'ICCA concernant la présentation de l'information financière. Cette norme (chapitre 1100) définit le contexte des PCGR du Canada et précise que les pratiques du secteur ne sont plus considérées comme une source acceptable de PCGR. Les modifications suivantes apportées aux principes comptables en raison de l'adoption de cette norme n'ont pas eu d'effet significatif sur les résultats d'exploitation de la Banque.

Coûts de développement de logiciels

Depuis le 1^{er} novembre 2003, certains coûts internes engagés pour le développement de logiciels sont capitalisés et amortis sur la durée de vie utile du logiciel. Auparavant, ces coûts étaient passés en charges au moment où ils étaient engagés.

Actions ordinaires

La filiale de courtage de la Banque, conformément aux dispositions de la Loi sur les banques, négocie les actions de la Banque. Avant le 1^{er} novembre 2003, celles-ci étaient comptabilisées à titre de valeurs mobilières aux fins de négociation. Depuis le 1^{er} novembre 2003, les actions de la Banque négociées sont comptabilisées à titre d'opérations portant sur les capitaux propres dans l'avoir des actionnaires.

Frais liés au remboursement anticipé des prêts hypothécaires

Avant le 1^{er} novembre 2003, les frais liés au remboursement anticipé des prêts hypothécaires étaient reportés par la Banque et amortis sur la durée restante du prêt initial. Au 31 octobre 2003, un montant de 75 millions de dollars a été passé en charges au titre du remboursement anticipé de prêts hypothécaires dans la rubrique « Autres engagements ». Depuis le 1^{er} novembre 2003, la Banque constate les frais liés au remboursement anticipé des prêts hypothécaires dans le revenu d'intérêts, sauf lorsque de légères modifications (déterminées par un test de la valeur actuelle des flux de trésorerie) ont été apportées au prêt hypothécaire, auquel cas ces frais continuent d'être reportés et amortis. Le report et l'amortissement de la majorité des frais liés au remboursement anticipé se poursuivent.

Autres

La Banque continue d'évaluer la présentation de certains soldes d'actif et de passif au bilan consolidé. On ne prévoit pas d'incidence importante de ce changement sur les états financiers consolidés.

2. Changements comptables futurs :

Consolidation des entités à détenteurs de droits variables (EDDV)

En mars 2004, l'ICCA a produit un projet de modification de la note d'orientation comptable concernant les EDDV publiée en juin 2003, afin d'harmoniser celle-ci avec les modifications apportées en décembre 2003 aux normes comptables des États-Unis concernant les EDDV. Selon les modifications, la Banque ne prévoit pas consolider la plupart des fonds communs de placement qu'elle commandite, ni ses fiducies personnelles et corporatives. Outre ce changement, la présentation de l'effet prévu sur les états financiers décrit dans la note 2 afférente aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 octobre 2003 continue de s'appliquer. Étant donné que des questions concernant la mise en application de cette nouvelle note d'orientation sont soulevées et que des modifications y sont apportées, son incidence estimative peut aussi changer.

Passif et capitaux propres

En janvier 2004, l'ICCA a publié une nouvelle prise de position visant à modifier la comptabilisation de certains instruments financiers qui présentent à la fois des caractéristiques d'un élément de passif et d'un élément de capitaux propres. Selon cette prise de position, certaines obligations contractuelles pouvant être réglées au moyen d'un nombre variable d'instruments de capitaux propres de l'émetteur, au choix de ce dernier, doivent être présentées à titre d'élément de passif plutôt que de capitaux propres. Ce changement comptable doit être appliqué rétroactivement, avec retraitement des montants correspondants, et s'applique aux états financiers intermédiaires de la Banque à compter du 1^{er} novembre 2004.

La Banque prévoit que l'émission d'actions privilégiées d'une valeur de 250 millions de dollars par la Société de placement hypothécaire Scotia et de titres fiduciaires de la Banque Scotia d'une valeur de 2 milliards de dollars seront reclassés, passant ainsi des postes « Avoir des

actionnaires » et « Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales », respectivement, au passif. Ce changement n'aura pas d'incidence sur les ratios de capital de la Banque, le surintendant des institutions financières du Canada ayant confirmé que les titres déjà émis en vertu de ces structures fiduciaires continueront de faire partie du capital de catégorie 1 admissible.

3. Résultats d'exploitation sectoriels

La Banque Scotia est une institution de services financiers diversifiée qui offre une vaste gamme de produits et de services financiers à ses clientèles privée, commerciale et grandes entreprises dans le monde entier. La Banque se divise en trois principales unités d'exploitation, à savoir : Réseau canadien, Opérations internationales et Scotia Capitaux. Les résultats de ces secteurs sont présentés dans les tableaux des résultats des unités d'exploitation des pages 8 à 10.

4. Opérations importantes portant sur les capitaux propres

Au cours du premier trimestre, la Banque a lancé une nouvelle offre publique de rachat afin d'acquérir jusqu'à environ 5 % de ses actions ordinaires alors en circulation. L'offre se terminera le 5 janvier 2005 ou à la date à laquelle la Banque aura acquis les actions pour le montant visé, selon la plus rapprochée de ces éventualités.

Au cours du dernier trimestre, la Banque a racheté 5,0 millions d'actions ordinaires au prix moyen de 35,04 \$ l'action. Pour la période de six mois terminée le 30 avril 2004, 6,2 millions d'actions ordinaires ont été rachetées au prix moyen de 34,39 \$ l'action.

Le 28 janvier 2004, la Banque a racheté des actions privilégiées de série 11 à dividende non cumulatif pour un montant de 250 millions de dollars. Ces actions ont été rachetées à un prix de 26 \$ par action, prix qui comprend une prime de 1 \$ par action.

Le 28 avril 2004, La Banque a versé un dividende en actions équivalant à une action ordinaire pour chaque action ordinaire émise et en circulation aux actionnaires ordinaires inscrits à la fermeture des bureaux le 6 avril 2004. Un tel dividende a le même effet qu'un fractionnement à raison de deux actions pour une. Les chiffres du présent rapport en ce qui a trait au nombre d'actions ordinaires de même qu'à tous les montants par action ont été rajustés rétroactivement.

5. Cession de prêts par titrisation

La Banque titrise des prêts hypothécaires à l'habitation grâce à la création de titres hypothécaires. Le gain net sur cession de prêts hypothécaires résultant de ces titrisations a été constaté au titre des revenus de titrisation dans l'état consolidé des revenus. Aucune créance irrécouvrable n'est prévue, les prêts hypothécaires étant assurés. Le tableau qui suit présente les cessions réalisées par la Banque :

<i>(en millions de dollars)</i>	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de six mois terminée le	
	30 avril 2004	31 janvier 2004	30 avril 2003	30 avril 2004	30 avril 2003
Produit net en espèces	909 \$	967 \$	378 \$	1 876 \$	1 127 \$
Intérêt retenu	32	27	11	59	38
Engagement de service retenu	(5)	(7)	(2)	(12)	(7)
Cession totale	936	987	387	1 923	1 158
Prêts hypothécaires à l'habitation titrisés	908	975	382	1 883	1 142
Gain net sur cession	28 \$	12 \$	5 \$	40 \$	16 \$

6. Provision pour créances irrécouvrables

Le tableau qui suit présente les variations des provisions pour créances irrécouvrables :

<i>(en millions de dollars)</i>	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de six mois terminée le	
	30 avril 2004	31 janvier 2004	30 avril 2003	30 avril 2004	30 avril 2003
Solde au début de la période	3 270 \$	3 580 \$	4 085 \$	3 580 \$	3 848 \$
Présentées avec les valeurs mobilières	–	(363) ¹⁾	–	(363)¹⁾	–
Radiations	(140)	(177)	(245)	(317)	(322)
Recouvrements	33	40	30	73	79
Provision pour créances irrécouvrables	130	170	248	300	573
Autres, y compris le redressement de change	24	20	(123)	44	(183)
Solde à la fin de l'exercice ²⁾³⁾	3 317 \$	3 270 \$	3 995 ⁴⁾ \$	3 317 \$	3 995 ⁴⁾ \$

1) Depuis le 1^{er} novembre 2003, la provision risque-pays liée aux valeurs détenues aux fins de placement n'est plus constatée dans la provision pour créances irrécouvrables et est imputée à la rubrique « Valeurs mobilières – Placement ».

2) Au 30 avril 2004, un montant de 14 \$ (13 \$ au 31 janvier 2004; 0 \$ au 30 avril 2003) a été constaté à la rubrique « Autres engagements ».

3) Comprend la provision générale pour créances irrécouvrables de 1 475 \$ à la fin de toutes les périodes présentées.

4) Comprend la provision risque-pays liée aux valeurs détenues aux fins de placement de 419 \$ qui a été imputée à la rubrique « Valeurs mobilières – Placement ».

Information sur les actions

<i>(en milliers d'actions)</i>	30 avril 2004
Actions privilégiées en circulation :	
Série 12	12 000
Actions privilégiées de catégorie A émises par la Société de placement hypothécaire Scotia	
	250
Titres fiduciaires Série 2000-1	
émis par Fiducie de Capital Scotia	500 ¹⁾
Titres fiduciaires Série 2002-1	
émis par Fiducie de Capital Banque Scotia	750 ¹⁾
Titres fiduciaires Série 2003-1	
émis par Fiducie de Capital Banque Scotia	750 ¹⁾
Actions ordinaires en circulation	
	1 008 600
Options non levées octroyées aux termes du Régime d'options d'achat d'actions ordinaires	
	45 823 ²⁾

1) *Figurant au poste « Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales » dans le bilan consolidé.*

2) *Comprenant 14 776 options d'achat d'actions avec composante DPV.*

On trouvera plus de détails aux notes 13 et 14 des états financiers consolidés du 31 octobre 2003 publiés dans le Rapport annuel 2003, et à la note 4 figurant à la page 17 du présent rapport.

Information à l'intention des actionnaires et des investisseurs

Service de dépôt direct

Les porteurs d'actions qui le désirent peuvent faire déposer les dividendes qui leur sont distribués directement dans leurs comptes tenus par des institutions financières membres de l'Association canadienne des paiements. Il leur suffit, à cet effet, d'écrire à l'Agent de transfert.

Régime de dividendes et d'achat d'actions

Le régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions de la Banque Scotia permet aux porteurs d'actions ordinaires et privilégiées d'acquérir d'autres actions ordinaires en réinvestissant leurs dividendes au comptant sans avoir à acquitter les frais de courtage ou d'administration.

Les actionnaires admissibles ont également la possibilité d'affecter, au cours de chaque exercice, une somme ne dépassant pas 20 000 \$ à l'achat d'actions ordinaires supplémentaires de la Banque. Les actionnaires titulaires de

débitures subordonnées entièrement nominatives de la Banque peuvent également affecter aux mêmes fins le montant des intérêts perçus sur ces dernières. Tous les frais liés à la gestion du régime sont à la charge de la Banque.

Pour obtenir plus de renseignements sur le régime, il suffit de communiquer avec l'Agent de transfert.

Dates de paiement des dividendes pour 2004

Dates de clôture des registres et de paiement des dividendes déclarés sur les actions ordinaires et privilégiées, sous réserve de l'approbation du conseil d'administration.

Date de clôture des registres	Date de paiement
6 janvier	28 janvier
6 avril	28 avril
6 juillet	28 juillet
5 octobre	27 octobre

Envoi de documents en plusieurs exemplaires

À titre de porteur d'actions, vous pouvez figurer plusieurs fois sur la liste d'envoi si vous êtes inscrit sous différents noms ou différentes adresses. Pour mettre fin à cette duplication, veuillez communiquer avec l'Agent de transfert afin que soient prises les dispositions nécessaires.

Site Web

Pour toute information concernant la Banque Scotia et ses services, vous pouvez également visiter notre site Web : www.banquescotia.com

Conférence téléphonique et diffusion sur le Web

La conférence téléphonique portant sur les résultats trimestriels, d'une durée d'environ une heure, aura lieu le mardi 1^{er} juin 2004 à compter de 14 h 30 HAE. Les parties intéressées peuvent également participer à la conférence téléphonique, à titre d'auditeurs uniquement, en composant le 1 800 814-3911, 5 à 15 minutes avant le début. La conférence téléphonique, accompagnée d'une présentation sur diapositives, sera également diffusée en direct sur le Web. Pour y accéder, cliquez sur la page « Relations avec les investisseurs » du site www.banquescotia.com. La présentation des résultats par les dirigeants de la Banque Scotia sera suivie d'une période de questions. Les auditeurs sont invités à envoyer leurs questions par courriel, à l'adresse investor.relations@scotiabank.com.

Un enregistrement de la conférence téléphonique sera disponible du 1^{er} au 15 juin 2004, au numéro de téléphone (416) 640-1917, code 21048185, suivi du carré. Un enregistrement de la conférence diffusée sur le Web sera disponible pendant trois mois sur le site Web de la Banque Scotia.

Renseignements

Investisseurs :

Les analystes financiers, les gestionnaires de portefeuilles et les autres investisseurs qui souhaitent obtenir des informations financières concernant la Banque sont priés de communiquer avec le service Relations avec les investisseurs, Affaires financières :

Banque Scotia
Scotia Plaza
44, rue King Ouest
Toronto (Ontario) Canada M5H 1H1
Téléphone : (416) 866-5982
Télécopieur : (416) 866-7867
Courriel : investor.relations@scotiabank.com

Médias :

Les demandes d'information des médias et les autres demandes de renseignements doivent être adressées au Service des relations publiques à l'adresse ci-dessus.

Téléphone : (416) 866-3925
Télécopieur : (416) 866-4988
Courriel : corpaff@scotiabank.com

Actionnaires :

Pour obtenir des renseignements sur une nouvelle participation, un changement d'adresse, des dividendes, des transferts successoraux ou la perte de certificats d'actions, ou pour demander que cessent des envois multiples, veuillez vous adresser à l'Agent de transfert de la Banque :

Société de fiducie Computershare du Canada
100, avenue University, 9^e étage
Toronto (Ontario) Canada M5J 2Y1
Téléphone : 1 800 564-6253
Télécopieur : 1 888 453-0330
Courriel : service@computershare.com

Coagent de transfert (États-Unis)
Computershare Trust Company Inc.
350 Indiana Street
Golden, Colorado 80401
U.S.A.
Téléphone : 1 800 962-4284

Coagent de transfert (Royaume-Uni)
Computershare Investor Services PLC
The Pavilions
Bridgwater Road
Bedminster Down
Bristol BS99 7NH
United Kingdom
Téléphone : +44 870 702 0003
Télécopieur : +44 870 703 6101

Pour toute autre demande de renseignements, les actionnaires sont priés de contacter le :

Secrétariat général
Banque Scotia
Scotia Plaza, 44, rue King Ouest
Toronto (Ontario) Canada M5H 1H1
Téléphone : (416) 866-4790
Télécopieur : (416) 866-5090
Courriel : corporate.secretary@scotiabank.com

Quarterly Reports available in English

The Bank publishes its statements and Annual Report in both English and French, and makes every effort to provide them to Shareholders in the language of their choice. If you would prefer to receive shareholder communications in English, please contact Public and Corporate Affairs, The Bank of Nova Scotia, Scotia Plaza, 44 King Street West, Toronto, Ontario, Canada, M5H 1H1. Please supply the mailing label you received, if possible, so we may adjust our records.

La Banque de Nouvelle-Écosse est une entreprise canadienne constituée avec responsabilité limitée.



^{MC} Marque de commerce de La Banque de Nouvelle-Écosse.

